

République Française  
Département : Haute-Garonne  
Commune : Grenade s/Gne.  
N°360/2023

**Arrêté municipal portant réglementation temporaire  
de la circulation et du stationnement  
rue HOCHE**

Le Maire de Grenade,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code de la Route et notamment l'article R 411-1, R 417-6, R 417-10 et suivants,

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière – 1ère partie généralités approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977, notamment modifiée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992, l'arrêté du 4 janvier 1995, l'arrêté du 16 novembre 1998, l'arrêté du 8 avril 2002 et l'arrêté du 31 juillet 2002, 11 février 2008 et 11 juin 2008 ;

Vu la demande de L'entreprise EIFFAGE représentée par M. DONZEAU du 05/10/2023

Considérant qu'il convient de réglementer la circulation pour la sécurité des usagers et la bonne exécution des travaux de réfection voirie (rue Hoche) – par l'entreprise EIFFAGE, représentée par M. DONZEAU, pour le compte de la Communauté de Communes des Hauts Tolosans, 23/10/2023 au 03/11/2023.

**ARRETE**

*Les dispositions suivantes entreront en vigueur :*  
**Du 23/10/2023 au 03/11/2023**

**Article 1 :**

**Le stationnement sera interdit** sur la voie désignée ci-dessus.

Les véhicules stationnés en violation du présent arrêté feront l'objet d'une procédure de mise en fourrière (article R417-10 du code de la Route).

**Article 2 :**

La voie **sera fermée à la circulation sauf** aux véhicules de l'entreprise demanderesse, de la communauté de Communes des Hauts Tolosans, dans le cadre de l'intervention sur le chantier, et aux véhicules de secours.

L'accès aux trottoirs est maintenu pour les piétons.

**Article 3 :**

Différentes déviations seront mises en place, par l'entreprise ou le bénéficiaire de l'autorisation, aux extrémités de la voie concernée.

**Article 4 :**

La signalisation réglementaire conforme à l'instruction ministérielle sur la signalisation routière à la charge de l'entreprise chargée des travaux sera mise en place et entretenue par le responsable des travaux de cette dernière au moins 48 heures avant l'interdiction, notamment les panneaux réglementaires B 6a1 « stationnement interdit » et M 6a « stationnement gênant et véhicule susceptible d'être mis en fourrière ».

L'entreprise devra afficher l'arrêté en cours de validité.

Elle sera responsable des conséquences pouvant résulter d'un défaut ou d'une insuffisance de cette signalisation. Les signaux en places seront déposés et les conditions normales de circulation rétablies dès lors que les motifs ayant conduit à leur mise en place (présence de personnel, engins et obstacle) auront disparu.

**Article 5 :**

L'accès des propriétés riveraines, l'accès des secours et l'écoulement des eaux devront être constamment assurés. L'Entreprise chargée des travaux sera entièrement responsable, sauf recours contre qui de droit, de tous les accidents ou dommages qui pourraient se produire du fait du déroulement des travaux, qu'il y ait ou non de sa part négligence, imprévoyance ou toute autre faute commise.

**Article 6 :**

L'ensemble du domaine public (trottoir, chaussée, caniveau ....) sera rendu propre et dans son état d'origine. Toute dégradation constatée donnera lieu à une remise en état à la charge du demandeur.

**Article 7 :**

Le présent arrêté sera affiché à la Mairie de Grenade ainsi qu'aux extrémités de la section réglementée.

**Article 8 :**

La Gendarmerie Nationale et la Police Municipale de la Mairie de Grenade sont chargées de l'application du présent arrêté.

Fait à Grenade, le 16/10/2023

**Le Maire,  
Président de la Communauté de  
Communes des Hauts Tolosans**

**Jean-Paul DELMAS,**



**Diffusion :**

PJ : plan de circulation .

- Le bénéficiaire pour attribution,
- La commune de Grenade pour attribution,
- la Gendarmerie Nationale,
- la communauté de Communes de Hauts Tolosans,
- le SDIS « centre de secours J.Longagne – Grenade »

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06.01.1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la Commune de Grenade sur Garonne ci-dessus désignée.

